

**Arrêté préfectoral DRE n°2015- 129 du 9 juillet 2015, portant mise en demeure de respecter** la condition 28 de mon arrêté du 12 octobre 2008 et l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif aux mesures de maîtrises des risques instrumentées, applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement que la Société ISOICHEM exploite au 4, avenue Philippe Lebon à GENNEVILLIERS.



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1997, autorisant la société ISOICHEM à exploiter au 4, avenue Philippe Lebon à GENEVILLIERS des installations classées pour la protection de l'environnement destinées à la chimie fine et à la fabrication de principes actifs pour la pharmacie,

**Vu** l'arrêté préfectoral DATEDE/2 n°2008-141 du 12 novembre 2008 prescrivant de nouvelles conditions d'exploitation aux installations de la société ISOICHEM située au 4, avenue Philippe Lebon à GENNEVILLIERS et portant abrogation des conditions 5, 6, 7, 8, 13, 14, 41, 42, 43, 44, 45, et 46 de l'Article I de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 1992 réglementant l'ensemble des activités présentes sur le site,

**Vu** le rapport de Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France en date du 10 juin 2015 qui a constaté, au cours d'une visite d'inspection réalisée le 30 avril 2015, l'existence de quatre non-conformités notables portant sur le non respect de prescriptions et a proposé, de mettre en demeure la Société ISOICHEM de remédier aux manquements constatés suivants :

- Non-conformité notable 1 :

Le magasinier ne peut pas vérifier le niveau de remplissage des cuves à tout moment et en particulier pendant l'opération de dépotage. Cette situation est contraire à la condition 28 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre/2008. (Il s'agit d'une non-conformité relevée lors de la visite du 22 avril 2014).

- Non-conformité notable 2 :

Contrairement à la condition 2 de l'arrêté préfectoral du 24 août/2012, les émissions en chlorure de méthylène ne sont pas conformes à la valeur limite fixée à 2,8 tonnes.

Il est rappelé que ces valeurs limites ont été déterminées sur la base de l'évaluation des risques sanitaires établie pour le site et dans le cadre du deuxième plan national santé environnement qui prévoit la réduction de 30 % des émissions de 6 substances ou familles de substances toxiques dans l'air et dans l'eau. A noter que, conformément aux échanges avec l'exploitant et afin qu'il puisse déterminer et mettre en œuvre la meilleure technique pour son site (choix de production ou moyen de traitement), l'arrêté préfectoral a fixé des valeurs limites en tant qu'objectifs de résultats à atteindre et non des objectifs de moyens. Ces valeurs limites sont par ailleurs dégressives sur 3 ans.

- Non-conformité notable 3 :

Contrairement à l'article 5 – point 5-3 et article 6- point 6-2 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2013, la détection d'acide chlorhydrique gaz au niveau du stockage ne déclenche pas automatiquement la mise en service du rideau d'eau.



- Non-conformité notable 4:

Contrairement à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif aux mesures de maîtrises des risques instrumentées, l'exploitant n'a pas établi l'état initial des mesures de maîtrises des risques instrumentées avant le 31 décembre 2013.

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 10 juin 2015, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, informant l'exploitant qu'il était proposé à son encontre un arrêté préfectoral de mise en demeure et l'invitant à présenter s'il le souhaitait des observations dans un délai de 15 jours,

**Vu** les observations formulées par la société ISOICHEM par courrier en date du 23 juin 2015 en réponse au rapport de visite d'inspection du 30 avril 2015,

**Vu** le rapport de Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France en date du 30 juin 2015 qui propose de maintenir une mise en demeure à l'encontre de la société ISOICHEM pour les non-conformités notables 1 et 4 afin de s'assurer du respect de la condition 28 de mon arrêté du 12 octobre 2008 et l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif aux mesures de maîtrises des risques instrumentées,

**Considérant** que l'exploitant a engagé les actions permettant de répondre à la non-conformité notable 3 relevée le 30 avril 2015 et que la proposition de mise en demeure sur ce point n'a plus lieu d'être,

**Considérant** que l'inspection ne propose plus de maintenir pour la non-conformité notable 2 un arrêté préfectoral de mise en demeure tel que formulé dans son rapport du 10 juin 2015 mais de demander à l'exploitant par courrier de transmettre **dans un délai d'un mois** un plan d'actions visant à réduire dès à présent les émissions de COV, en particulier le dichlorométhane, afin de respecter les valeurs limites d'émission imposées par la condition 2 de l'arrêté préfectoral du 24 août 2012 dès l'année 2015.

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ISOICHEM, de respecter la condition 28 de mon arrêté du 12 octobre 2008 et l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif aux mesures de maîtrises des risques instrumentées, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup>

La société ISOICHEM, représentée par Monsieur René-Christian GAILLARD, en qualité de directeur dont le siège social est situé 32, rue Lavoisier 91710 VERT-LE-PETIT, **est mise en demeure, dans un délai de 3 mois**, à compter de la notification du présent arrêté et pour l'exploitation de l'établissement situé au 4, avenue Philippe Lebon à Gennevilliers, de respecter les conditions d'exploitation imposées, en application de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, à savoir :

- la condition 28 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2008 en mettant en place des systèmes de suivi du niveau de remplissage des cuves à tout moment pendant l'opération de dépotage ;
- l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif aux mesures de maîtrises des risques instrumentées en établissant l'état initial relatif aux mesures de maîtrise des risques instrumentées.



## **Article 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## **Article 3 - Délais et voies de recours**

### **Recours contentieux :**

En application de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, le demandeur ou l'exploitant a la possibilité, dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision, d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 - 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

### **Recours non contentieux :**

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.
- soit un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie - Grande Arche - Tour Pascal A et B - 92055 La Défense Cedex.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

## **Article 4**

Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la Mairie de GENNEVILLIERS et pourra y être consultée.

Une ampliation du présent arrêté devra être affichée :

- à la Mairie de GENNEVILLIERS, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois ;
- de façon visible et permanente sur les lieux de l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

## **Article 5**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine, Monsieur le Maire de GENNEVILLIERS, Monsieur le Chef de l'Unité territoriale de Hauts-de-Seine de la Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France, Monsieur le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le 9 juillet 2015

Le Préfet,  
Pour le Préfet, et par délégation,

**Le Secrétaire Général**



**Christian POUGET**